

Le pouvoir aux travailleurs

23 JUILLET 2007

N° 135

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- LA FIN DE LA GUERRE NE SERA PAS LA FIN DE LA VIOLENCE CONTRE LES CLASSES POPULAIRES	2 - 3
- LA GUERRE QU'ILS PRÉTENDENT TERMINER ET CELLES QU'ILS NOUS PRÉPARENT	4 - 7
- DÉCHETS TOXIQUES : PEU D'INDEMNISÉS POUR BEAUCOUP DE MAGOUILLES AU SOMMET	8
- LUTTE DES INSTITUTEURS : LA MOBILISATION ET LA DÉTERMINATION ONT PAYÉ	8 - 9
- LA DÉFORESTATION ET SES RESPONSABLES	9
- DES JOURNALISTES ET DES DIRIGEANTS POLITIQUES SPÉCULENT SUR L'ARRIÉRATION	9 - 10
- LE CECOS TUE UN ECOLIER ET SÈME LA TERREUR A ATTECOUBE.....	10 - 11
- MÊME LES STATISTIQUES OFFICIELLES NE PEUVENT PLUS CACHER LA RÉALITÉ DES TRANSPORTS ABIDJANAIS .	11
ETATS-UNIS D'AFRIQUE, OUI MAIS CE SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS !	12

LA UNITÉ 2005

N° 133

PREMIER

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

PAGES	SOMMAIRES
	INTRODUCTION
2	LA FIN DE LA COURSE NE SERA PAS LA FIN DE LA LUTTE CONTRE LES CLASSES BOURGEOISES
4	LA COURSE OULE N'EST PAS LE BUT ET CELLES QUI S'EN PRÉPARENT
8	DÉCHETS TOUJOURS : PEU D'INDIENNES POUR D'ÉVALUER LES MARCHÉS AU SOMMET
8	LA LUTTE DES INSTAUTEURS LA MOBILISATION ET LA DÉTERMINATION ONT PAYE
9	LA DÉTERMINATION ET LES RESPONSABILITÉS
10	LES JOURNALES ET LES ORGANISATIONS POLITIQUES PRÉSENTENT SUR LA MOBILISATION
11	LE CHOC DE LA BOURGEOISIE ET LA TERREUR ATTENDUE
11	MÊME LES STATISTIQUES / PEU ELLES NE PEUVENT PLUS CACHER LA RÉALITÉ DES ÉCHANGES
12	ÉTATS-UNIS D'ARRIÈRE OU PAS DE SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS

**LA FIN DE LA GUERRE NE SÉRA PAS LA FIN DE LA VIOLENCE
CONTRE LES CLASSES POPULAIRES**

Bien que la fin de la guerre soit le souhait de l'écrasante majorité de la population, bien que la tentative actuelle apparaisse plus sérieuse que les précédentes, rien ne permet d'affirmer que le processus engagé entre Soro et Gbagbo conduira à la paix.

Et à quelle paix ? Le mot même de paix ne signifie pas la même chose aux yeux des classes populaires sur qui pèse le poids de la guerre et pour ceux qui ont négocié à Ouagadougou. Pour les premiers, la paix, c'est la fin des tueries, des destructions, la fin de la crainte des militaires des deux bords ou des milices. C'est aussi, avec l'espoir du retour à une vie économique normale, l'espoir de trouver du travail et d'en vivre. Pour les dirigeants politiques, les tractations de Ouagadougou étaient la continuation de la guerre par d'autres moyens, un bras de fer où chacun des deux camps cherchait à améliorer le rapport de force en sa propre faveur. Ces tractations ont cependant abouti et nous voilà avec Gbagbo toujours à la présidence et Soro, à la primature.

Nous reviendrons dans l'article ci après sur ce qui pouvait motiver Gbagbo et Soro pour s'entendre et les obstacles auxquels peut se heurter le processus dans lequel ils se sont engagés ensemble.

Mais quand bien même, cette fois ci, ce serait la bonne, qu'est ce que les classes populaires peuvent en espérer ? Et qu'est-ce que le « processus de paix », même s'il aboutissait, ne pourra absolument pas leur apporter ?

On pourrait se dire que la fin même de l'état de guerre et de la coupure du pays en deux est un mieux pour la population qui en est la principale victime. ~~On peut le dire...~~ mais il faut le dire vite.

Est-ce que la fin officielle de la violence entre les deux parties séparées de l'armée mettra fin à la violence envers la population ? Qui peut avoir la naïveté de l'espérer ? Au temps des FANCI unifiées, les corps habillés se comportaient vis-à-vis de la population pauvre de la même manière infâme qu'aujourd'hui.

Est-ce qu'on peut au moins espérer que la liquidation de la sécession réunifiera réellement le pays et que, tout un chacun, pourra se rendre d'un bout du pays à l'autre, sans avoir à s'inquiéter pour sa personne ou pour les quelques biens qu'il transporte avec lui ? Même pas !

Au lendemain de la signature de l'accord de Ouaga, on a montré à la télévision la destruction d'un « check point » sur la ligne de la Zone de confiance, histoire de montrer symboliquement que, désormais, le pays est réunifié. Mais il n'y a pas que la zone de confiance pour couper le pays ! Combien d'autres barrages morcellent le pays du nord au sud ? Oh bien sûr, ce ne sont pas des frontières qui figurent sur les cartes et leur emplacement varie d'un jour à l'autre au gré de la fantaisie des militaires. Mais pour les pauvres qui se déplacent ce sont quand même des barrières et même si depuis quelques semaines, ils ne sont pas obligés de descendre du car, ils sont soumis aux tracasseries et à l'arbitraire des « corps habillés » et risquent de voir leur carte d'identité déchirée ou leur

marchandise confisquée pour peu que leur tête ou leur façon de s'habiller ne plaisent pas à un abruti en uniforme.

Une guerre est, peut-être, finie, mais cela ne signifie pas la fin des violences pour les classes populaires. L'arrêt des hostilités, si tant est même que l'on s'y achemine, ne concerne que les deux parties de l'armée qui s'est déchirée en 2002 et les politiciens autour. Mais ce n'est, bien sûr, pas la fin de la guerre sociale qui n'a jamais cessé, ni au Nord, ni au Sud, menée par les riches et par tous ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir, contre les classes laborieuses, ouvriers, employés, chômeurs, paysans pauvres, petites marchandes.

La misère des classes populaires a été aggravée par la guerre. Mais ce n'est pas la guerre qui en était la cause fondamentale mais le système économique où l'enrichissement d'une minorité est basé sur l'exploitation et l'appauvrissement de la majorité.

La fin de l'état de guerre non seulement n'est pas la fin de la pauvreté pour la majorité qui vit de son travail mais malheureusement, elle n'apportera pas de changement, si ce n'est en pire. L'accord de paix et sa fragilité sera même le nouveau prétexte pour demander de nouveaux sacrifices aux classes populaires.

On dira aux travailleurs que ce n'est pas le moment de revendiquer car il faut relever le pays. Gbagbo vient de réclamer une trêve sociale de trois ans. Mais qu'est ce que cela signifie si ce n'est demander aux salariés et à eux seuls de désarmer et d'accepter les conditions de plus en plus mauvaises que leur imposent leurs patrons et l'Etat ?

Lorsqu'un entrepreneur du bâtiment fait passer, de façon unilatérale, la paye d'un maçon de 5 000f à 3 000 f, c'est quoi, si ce n'est un acte de guerre d'un patron contre son ouvrier dont la famille avait déjà du mal à s'en sortir avec le salaire antérieur. Mais c'est à l'ouvrier qu'on demande la trêve : se laisser dépouiller sans réagir !

Les classes populaires payeront encore d'une autre manière la réunification du pays. Celle-ci ne pourra avoir lieu, chacun le sait, que si ceux qui ont profité de la division du pays en deux, sont dédommés, si les militaires du Nord par exemple qui sont montés en grade, conservent leurs positions et les revenus qui vont avec. Elle ne pourra avoir lieu que si ceux qui ont fait des affaires dans la contrebande et les trafics divers, trouvent d'autres secteurs où assouvir leur avidité. Cela signifie une part plus grande pour eux des recettes du pétrole ou des filières du café ou de cacao. Cela signifie plus d'argent détourné des caisses de l'Etat au profit de privilégiés en nombre plus grand. Il restera dans les caisses de l'Etat d'autant moins pour améliorer les infrastructures dans les quartiers populaires, d'autant moins pour le système de soins ou pour l'éducation des enfants des classes populaires.

Alors, si nous avons des raisons de nous réjouir que ceux qui nous oppriment arrêtent de se déchirer en aggravant notre misère, pour mettre fin à la misère elle-même, il nous faudra agir. Mais agir en notre propre nom, au nom des travailleurs des villes et des campagnes, au nom de ceux qui produisent tout, qui fabriquent tout, grâce à qui tourne toute l'économie et qui pourtant naissent, vivent et meurent pauvres alors que tant de parasites s'enrichissent. Ce n'est pas à nous de faire des sacrifices supplémentaires. Nous avons, au contraire à imposer nos propres exigences à un emploi correctement payé, à un logement correct, aux soins et à l'éducation de nos enfants, à une vie digne du XXI^e siècle.

LA GUERRE QU'ILS PRETENDENT TERMINER
ET CELLES QU'ILS NOUS PREPARENT

L'attentat du 29 juin à Bouaké contre l'avion présidentiel transportant Soro Guillaume, bien que raté dans son objectif d'assassiner le nouveau premier ministre, a tout de même fait 4 morts et une dizaine de blessés. Sur le plan politique, il a mis fin à l'atmosphère de fin de guerre et d'autosatisfaction qui prévalait depuis la signature des accords d'Ouagadougou le 4 mars dernier en apportant la démonstration que le processus engagé entre les dirigeants des deux camps ne bénéficie pas d'une adhésion unanime.

Près d'un mois après, on ne sait toujours pas qui étaient les commanditaires de l'attentat, quelle est leur représentativité et leurs forces. On sait en revanche que leur tentative n'a pas interrompu le processus.

Au lendemain de l'attentat de Bouaké, Gbagbo avait déclaré que rien « ne peut arrêter le processus de paix » et que sera maintenu le programme de « ressouder les deux morceaux de la Côte d'Ivoire, aller à la paix et aux élections ». Il est vrai que Dakoury a été bien plus prudent en affirmant que « L'accalmie n'est pas la paix ».

En tout cas, non seulement l'attelage Gbagbo et Soro a survécu à Bouaké, mais les deux hommes se sont bien gardés de donner le moindre indice de dissension entre eux. C'est le signe que le processus de réconciliation est, cette fois, plus solide que les précédents. Quelles en sont les raisons ?

La principale en est d'évidence que l'accord de Ouaga a été passé entre les chefs des deux camps en présence. C'est une différence fondamentale d'avec les tentatives issues de Marcoussis ou d'Accra qui avaient imposé comme premier ministre Seydou Diarra puis

Banny que Gbagbo n'avait aucune envie et aucune raison d'accepter.

Ni Gbagbo ni Soro ne sont des enfants de cœur inspirés par le seul désir de servir la cause de la paix. Quelles raisons, quelle compréhension de leurs intérêts respectifs les ont poussé sur la voie de l'entente ?

Quels peuvent être les obstacles susceptibles de freiner le processus qu'ils ont engagé en commun ?

LES ELEMENTS D'UNE
CONVERGENCE ENTRE LES
INTERETS DE GBAGBO...

Côté Gbagbo, les choses sont claires. Quelle que soit l'issue de l'expérience engagée, il a d'ores et déjà réalisé un coup politique. Et même un double.

A l'intérieur, en prenant une initiative politique qui semble débloquer une situation bloquée depuis cinq ans, il prend de l'ascendant sur ses rivaux directs Ouattara et Bédié. L'un comme l'autre de ses principaux concurrents pour la prochaine présidentielle sont de toute évidence dans une situation embarrassante. Ils ne peuvent pas s'opposer clairement à cet accord sans passer pour des va-t-en guerres et se faire déconsidérer. Ils ont du mal à trouver un angle d'attaque contre Gbagbo.

Vis-à-vis de l'extérieur, aussi, Gbagbo marque des points. Alors que les tentatives patronnées par la France, l'Afrique du Sud, par le Ghana, l'Union Africaine et l'ONU ont toutes capoté, voilà donc Gbagbo qui parvient à se réconcilier avec le camp adverse, sans intermédiaires diplomatiques de surcroît. Une réussite qui, à la lisière

de la politique intérieure et extérieure, conforte la posture que Gbagbo s'efforce de se donner : un leader politique courageux, capable de tenir tête à la France impérialiste.

...ET CEUX DE SORO.

Quel avantage appelle le fait de s'engager dans ce processus pour Guillaume Soro ? En apparaissant comme le 2^{ème} homme de la tentative, il se hisse politiquement au niveau du trio Gbagbo, Bédié, Ouattara dont la rivalité marque la vie politique de ce pays depuis une dizaine d'années. Il n'est certes pas en situation de concourir pour la prochaine élection présidentielle, à la fois en raison de son âge et en raison de son engagement de mener à bien la préparation des prochaines élections sans se présenter lui-même. C'est une bonne préparation cependant pour l'avenir. Il n'est pas impossible d'ailleurs qu'il existe un véritable « deal » entre Gbagbo et lui dont les données seraient de favoriser la reconduction de Gbagbo comme président à la prochaine échéance présidentielle et de dégager la voie pour Soro pour la fois suivante. (Est-ce que l'un et l'autre respecteront l'accord, si accord il y a, c'est encore une autre question.)

On peut en conclure à la sincérité du parti pris en faveur de la réussite du processus engagé, bien que le terme sincérité convient aussi mal au rusé Gbagbo qu'à Soro qui, pour être plus jeune, n'a sans doute plus de leçon à recevoir ni en matière de capacité manœuvrière, ni pour ce qui est de l'ambition. L'alliance des deux hommes et la sincérité de leur collaboration reposent sur un terrain solide : la convergence de leurs intérêts.

C'est évidemment une collaboration potentiellement conflictuelle. Le mouvement préfectoral en est une bonne illustration. La nomination de préfets et leur prise de fonction est un

aspect essentiel de la réunification de l'administration. Mais derrière « l'intérêt général », Gbagbo n'oublie pas ses intérêts particuliers, en nommant des préfets qui, bêtés ou pas, sont ses obligés, et en écartant ceux qui, comme le préfet de Yamoussoukro Ahipo Ori, ne lui conviennent pas.

AU DELA DES DIRIGEANTS ET LEURS INTERETS, LES APPAREILS

Mais il n'y a pas que les hommes fussent-ils les chefs, il y a les appareils. La coupure en deux de l'appareil d'Etat a été préjudiciable à bien des intérêts mais très profitable pour quelques uns.

Quel est le poids de ceux qui ont intérêt à ce que la coupure en deux du pays se perpétue ? L'avenir le dira. Mais beaucoup de choses dépendent évidemment de ce qu'ils auront en contrepartie. Pour ne prendre que cet exemple, la fraction sécessionniste de l'armée en occupant le Nord s'est donné des possibilités de racket et de pillages supplémentaires. Qu'auront-ils en compensation en cas de réunification du pays... et de l'armée ?

Pour les simples soldats qui ne pourront pas être réintégrés dans l'armée refondée, il est prévu un service civique. Mais qu'en sera-t-il des officiers et des sous-officiers et surtout, pour ceux qui ont monté en grade dans l'armée rebelle ? Soro et son porte-parole affirment que la question est réglée depuis Ouagadougou. Cela ne semble pas être l'avis du ministre de la Défense. Combien d'officiers de l'armée du Nord sont-ils portés à croire que Soro, loin de les représenter en tant que premier ministre, les a au contraire vendus pour le devenir ?

A côté de l'appareil militaire, il y a l'appareil administratif lui-même, celui de la justice. Pour les redéployer, il faut de l'argent. Il en faudrait aussi pour payer les enseignants du Nord, dont certains n'ont

pas été payés depuis des mois. Mais on peut parier qu'ils ne seront pas les premiers servis. Mais si les instituteurs n'auront que leurs yeux pour pleurer si le « processus de paix » les oublie, il n'en va pas de même pour les officiers de l'armée du Nord qui peuvent être tentés de bloquer le processus si leurs intérêts ne sont pas assez pris en compte et qui en ont, peut-être, les moyens. Sans parler du désarmement des milices ou du moins, de celles qui s'activent dans les régions importantes pour la reprise des affaires.

Tout cela demande de l'argent. Beaucoup d'argent. A ce qu'il paraît, les institutions internationales de la bourgeoisie sont prêtes à déboursier 193 milliards. Le feront-elles réellement ? Est-ce que cette somme suffira ?

Puis vient la question sensible des revenus des filières café et cacao ou du pétrole. Ils enrichissent, derrière les grands trusts et les grandes sociétés internationales, ceux qui sont proches du pouvoir; le clan de Gbagbo et ceux qui y ont lié leur sort. Quelles sont les exigences et les ambitions des privilégiés du Nord ? Qu'est-ce qu'ils sont en situation d'obtenir ?

Les jeux ne sont pas encore faits. Et s'il est incontestable que la bourgeoisie dans sa majorité ait intérêt à la réunification du pays, ce n'est pas parce que la réunification convient à leurs intérêts qu'ils sont prêts à payer.

SORO ET OUATTARA

En acceptant de participer au processus initié par Gbagbo, on peut supposer que Soro a pris ses précautions et s'est assuré de l'appareil d'Etat et en particulier du Nord.

Quant aux sentiments de la population, il semble évident que c'est l'espoir de paix qui prévaut au Nord comme au Sud. En tout cas, depuis quatre mois que Soro est chef de

gouvernement sous l'égide de Gbagbo, on n'a pas vu d'opposition se manifester ouvertement au Nord. Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'y en ait pas, ne serait-ce que des rivaux de toujours genre IB. Mais pour qu'elle puisse contrecarrer Soro (autrement que par des tentatives d'assassinat pour lesquelles la collaboration de quelques individus suffit), il faudrait que cette opposition trouve des soutiens dans l'appareil d'Etat du Nord. Mais la réciproque est aussi vraie. Si une partie des gens du Nord estime que ses intérêts sont lésés, il y aura des hommes politiques pour les représenter.

Reste cependant pour Soro, le problème de Ouattara. Celui-ci est avec l'Édié pour le moment, le principal perdant de l'affaire. Jusqu'aux accords de Ouaga, il était le représentant incontesté du Nord. Il disposait du double avantage d'être reconnu comme son représentant par la population du Nord, mais aussi par les grandes puissances impérialistes. Son passé au FMI lui vaut une certaine confiance de la bourgeoisie internationale.

Voilà la position qui est menacée. Oh, pas par une contestation ouverte ! Soro a l'intelligence politique de se présenter comme incarnant la même politique que Ouattara. Quoi que disent cependant les uns et les autres, objectivement, les deux hommes sont déjà rivaux. Si le processus de paix se poursuit, cette rivalité apparaîtra plus clairement. La démission de Zémogo, les déclarations de Béchio constituent, peut-être, les premiers signes de l'affaiblissement de l'autorité d'Ouattara, sinon d'un renforcement de celle de Soro.

La toute récente affaire du représentant de l'ONU pour les élections a opposé ouvertement Gbagbo qui réclamait son départ et Ouattara qui exigeait son maintien, afin d'assurer, disait-il, que la loyauté des élections à venir soit garantie. Or lorsque, l'ONU a donné suite à la demande de Gbagbo et a supprimé le poste, malgré l'ambiguïté

de ses commentaires, Soro a pris position pour Gbagbo donc contre Ouattara

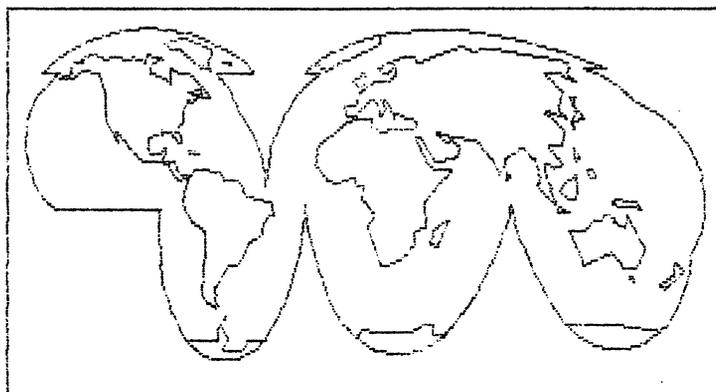
Alors, ce que l'on nous présente comme le chemin vers une paix annoncée, constitue en même temps, le ferreau où poussent de nouvelles rivalités. Et même si les choses continuent à avancer jusqu'à l'organisation de nouvelles élections mettant en place un président accepté par la diplomatie internationale, il n'est pas dit que l'expression de Dakoury ne se révèle plus profonde que ne le pensait son auteur lui-même. La fin de la guerre, de cette guerre-là, ne sera pas nécessairement la paix, mais seulement une trêve, avant que de nouvelles rivalités déchirent la caste politique.

Cela encore, on pourrait dire que c'est leur affaire. Mais après toutes ces années où les dirigeants politiques, par

ambition, par stupidité et surtout, par irresponsabilité, ont prolongé leur rivalité pour le pouvoir en opposant la population contre elle-même, en en dressant les uns contre les autres les composants en fonction de clivages ethniques, on sait que la guerre des ambitions peut, à tout moment, se transformer en guerre civile. Et ce sont chaque fois, les classes populaires qui payent le prix d'affrontements qui ne les concernent pas et où elles ne peuvent jamais être gagnantes.

Jusqu'à ce que, enfin, les classes laborieuses apprennent à se battre pour elles-mêmes, pour leurs propres intérêts qui se confondent avec les intérêts de la société. Ils pourront alors se fixer pour objectif de se débarrasser de la bourgeoisie qui les exploite et des hommes politiques au service de cette dernière qui, avec l'aide des militaires, les oppriment.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DECHETS TOXIQUES : PEU D'INDEMNISÉS POUR BEAUCOUP DE MAGOUILLES AU SOMMET

Le paiement des indemnités aux victimes des déchets toxiques a été enfin lancé depuis le début du mois de juillet. Mais autour de ce paiement règne une atmosphère d'intimidation et de corruption.

La plupart des victimes qui se présentent aux guichets de paiement sont refoulées ou même pour certaines jetées en prison. D'après un des responsables des paiements du trésor "95% des pièces produites dans le cadre des indemnisations sont fausses". Personne n'a demandé à être intoxiqué et les sommes versées sont loin de compenser les préjudices sanitaires infligés aux victimes. L'incompétence, la corruption et la cupidité de certaines personnalités hauts placées ont permis à Iragura de déverser de dangereux poisons entraînant l'intoxication de milliers d'individus. Et pourtant cette dernière s'en sort à bon compte en versant seulement une part infime de ses profits.

Mais aujourd'hui pour verser la prime dérisoire décidée par l'Etat, on mène la vie dure aux victimes. On les refoule pour des pièces soi-disant périmées ou fausses, ou des noms non-conformes. Dans les cas de non-conformité du nom, on renvoie les victimes à une cellule présidentielle qui serait seule habilitée à modifier les fichiers. De ce fait, 3 semaines après le début des paiements, seulement 20% des victimes sont entrées en possession des indemnisations. Vu ces difficultés, un circuit de paiement parallèle s'est donc créé autour des endroits officiels de règlement et ce sont les victimes qui font encore les frais de ces escrocs.

Toute cette magouille, on le comprend bien vise à décourager le maximum de personnes. C'est sûr que tout l'argent débloqué n'atterrira pas dans la poche des victimes !

LUTTE DES INSTITUTEURS : LA MOBILISATION ET LA DETERMINATION ONT PAYÉ

La grève des instituteurs vient de connaître un dénouement heureux. Le décret donnant satisfaction à leurs revendications a enfin été signé par le président.

Désormais les enseignants ont droit à une indemnité de logement à hauteur de 40.000Frs par mois. Le paiement de cette indemnité sera effectif à partir de fin août 2007, mais pour le moment elle sera de 30.000Frs pour une période transitoire de 24 mois.

Pour avoir ce résultat, il a fallu une mobilisation totale des instituteurs. A chaque fois qu'un mot d'ordre de grève a été lancé, les enseignants comme un seul homme, ont su arrêter les cours et veiller à ce que la grève soit suivie de tous. Les intimidations et les menaces du gouvernement par l'emprisonnement de certains instituteurs n'ont pu entamer leur mobilisation et leur détermination. Même les appels de certains syndicats à la reprise sont restés lettre morte. Voyant planer l'ombre de l'année blanche sur l'enseignement primaire, le président est

L E U R S O C I E T E

enfin sorti de son indifférence pour reculer devant cette lutte tout en faisant semblant de jouer les bons samaritains.

Pourtant les instituteurs ne demandaient rien de spécial, seulement la réparation d'une injustice à leur endroit. Les agents de l'Etat ont droit à une indemnité de logement de 40.000Fr. Les enseignants du primaire étaient mis à l'écart de cette disposition parce que de par le passé, chaque école construite par l'Etat était accompagnée de logements des maîtres. Mais depuis 1980, la crise aidant, les écoles ne sont plus construites

et même celles qui ont vu le jour sont des écoles boutiques ou ne sont pas accompagnées de logements de ce genre. Depuis lors il se posait pour les instituteurs le problème de la prime de logement. Pour que l'Etat applique ses propres lois concernant les instituteurs, il a fallu plusieurs mois de grève et une menace d'année blanche.

Les instituteurs ont montré la voie. Espérons que leur exemple fera "école" parmi les travailleurs.

LA DEFORESTATION ET SES RESPONSABLES

L'exploitation abusive et anarchique de la forêt constitue un réel danger pour l'homme. Les conséquences de la déforestation sont la désertification, le réchauffement climatique, etc....

En Côte d'Ivoire, les statistiques officielles indiquent que ce sont entre 200 à 300 hectares de forêt qui disparaissent chaque année. Ce qui est en réalité est très en dessous des vrais chiffres. Rappelons que l'an dernier, des agents des eaux et forêts ont été licenciés pour avoir osé protester, cela à juste raison, contre une décision ministérielle autorisant l'abattage d'une partie de la forêt du Banco. Leur protestation n'a pas suffi puisque l'endroit a été rasé à la grande satisfaction des promoteurs immobiliers qui font main basse sur tous ses endroits où ils peuvent faire couler le béton. Le zèle avec lequel ces ministres,

députés et hauts fonctionnaires ont signé les autorisations en dit long sur les dessous de tables perçus au passage.

Gbagbo a déclaré lors de la « journée de l'arbre » le 21 juillet qu'il fallait « que les ministres arrêtent de favoriser la destruction de la forêt ». Ce genre de langage, on l'a maintes fois entendu. Alors Gbagbo va-t-il passer à l'acte en coffrant ses ministres pilliers ? Sûrement pas. C'est comme dans l'affaire des déchets toxiques où on n'a pas trouvé de coupable.

Les dirigeants de ce pays à travers des discours pompeux parlent de leur soi-disant "littes pour préserver le précieux patrimoine légué par nos ancêtres". Ils se font filmer devant la télé en train de planter un arbre symbolique pendant que des bulldozers rasant en toute impunité.

DES JOURNALISTES ET DES DIRIGEANTS POLITIQUES SPECULENT SUR L'ARRIERATION

Suite à l'attentat contre Soro Guillaume à Bouaké, le journal télévisé a

montré des militaires portant des cercueils de leurs collègues qui ont

L E U R S O C I E T E

trouvé la mort dans l'avion bombardé. On nous a montré une scène pittoresque devant un parterre de dignitaires de ce pays: il s'agissait d'un cercueil qui cherchait à « désigner » les commanditaires de l'attentat. Et sans rire, on voyait le général Philippe Mangou, le chef d'Etat major de l'armée de Gbagbo, en train de déployer tous ses efforts pour que ses militaires porteurs du corps du défunt ne s'amuse pas à zigzaguer. Il avait peur que cela soit interprété comme une façon de désigner le commanditaire de l'attentat. Il n'est pas impossible que Mangou lui-même croit à ce genre de sottise rétrograde digne des temps révolus. Malheureusement il ne serait pas le seul dans ce cas. Les journaux du RDR ont fait leurs choux gras de ce non évènement durant plusieurs semaines. Ils n'arrêtaient pas de dire que le cercueil désignait la tribune où se trouvait précisément Gbagbo. Quand on sait que

ce parti, qui utilise ce genre d'argument est dirigé par un type qui a fait ses études de doctorat en occident, cela en dit long sur les intellectuels à la tête de ce pays.

Les croyances en la sorcellerie sont en recrudescence. La misère matérielle et la détresse qui s'en suit, dans laquelle les classes riches ont fait basculer la majorité de la population y sont pour beaucoup. Ce genre de comportement des journalistes et des hommes politiques démagogues aggrave le développement de la misère morale. Cette histoire malheureusement banale prêterait à sourire, sauf que des milliers de gens crédules finissent par être influencés par toutes sortes de croyances surtout lorsqu'elles sont distillées d'en haut par les élites pourtant censées les combattre. L'arriération a de beaux jours devant elle.

LE CECOS TUE UN ECOLIER ET SEME LA TERREUR A ATTECOUBE.

Le 16 juillet, les éléments du Cecos ont encore tué. Cette fois il s'agit d'un écolier qui jouait. Ils ont blessé plusieurs personnes et saccagé plus d'une quarantaine de taxis. De nombreux journaux disent que cet incident est dû à une vengeance de ces gens armés. Cela se passait la veille : un chauffeur refusant pour une troisième fois de se faire racketter a réussi à échapper à la chasse à l'homme organisée par les Cecos. Ceux-ci n'ont pas hésité à tirer à balles réelles contre le véhicule. Lui-même n'a pas été touché mais une vendeuse de légumes a été blessée. Les jeunes du quartier et quelques chauffeurs indignés par leur attitude ont saccagé leur véhicule pour exprimer leur colère à leur façon. C'est donc pour se venger que les éléments du Cecos sont revenus en grand nombre et se sont pris à presque tous les taxis woro-woro de la commune

d'Attécoubé faisant un mort et plusieurs blessés.

Cette unité créée par Gbagbo sous prétexte de « réduire l'insécurité » est devenue un instrument de terreur pour la population pauvre. Les chauffeurs de taxi "woro-woro" et de "gbaka" sont leurs cibles favorites. D'ailleurs pour ne plus être victimes des exactions du Cecos, les syndicats de transports et de chauffeurs ont trouvé un compromis avec les autorités politiques et militaires à travers le « ticket unique de traverse ». Ainsi donc les chauffeurs devaient payer 1000 francs par jour. Malgré cela, ils sont toujours acculés par ces éléments. Il y a quelques mois la fune de ces hommes armés s'était traduite par le passage à tabac des chauffeurs de "woro-woro" et le saccage de plus d'une soixantaine de taxi dans la commune de Macory. Cette

L E U R S O C I E T E

fois-ci ce sont ceux d'Attécoubé qui ont fait les frais de leur hargne. Il faut rappeler que ces éléments opèrent au vu et au su des autorités politiques. « Les escadrons de la mort » qui au début de la guerre opéraient nuitamment agissaient en toute impunité dans les quartiers pauvres et terrorisaient la population. Certains membres du RDR ont été assassinés par eux. La femme de Gbagbo a même été citée dans cette affaire. C'est dans la même logique que le Cacos continue d'opérer. Pendant les audiences foraines, on a vu comment ils apportaient leur soutien aux « jeunes

patriotes » qui venaient empêcher le déroulement de celles-ci. Ils n'hésitaient pas à réprimer ceux d'en face qui voulaient que les audiences foraines se déroulent.

Les populations victimes des exactions de ces gangsters en tenue, ont raison de s'opposer à eux et à exprimer leur colère en s'en prenant à leur véhicule, même si cela ne peut pas suffire pour les mettre à l'abri, comme ce fut le cas, du comportement bestial de ces sbires armés du pouvoir dictatorial.

MEME LES STATISTIQUES OFFICIELLES NE PEUVENT PLUS CACHER LA REALITÉ DES TRANSPORTS ABIDJANAIS.

Selon une enquête de l'institut national de la statistique (INS), sur 4 millions de déplacements par jour à Abidjan, 42% se font par la marche et 58% sont faits de façon motorisée. L'un des directeurs de la Sotra évoque les difficultés que connaît sa société. Il attire l'attention sur « ...le manque ou l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements qui privilégient les transports en commun ». Autant dire que l'Etat n'investit plus dans le transport en commun. Il faut rappeler aussi qu'il doit des dizaines de milliards à la Sotra.

Les 42% des déplacements qui se font par marche sont dus à la dégradation de la qualité et à l'augmentation des prix du transport. Prenons par exemple le cas d'un travailleur qui réside à Abobo et qui travaille à la zone de Vridi. Pour le transport aller, il doit déboursier au moins 450 francs le matin et le retour 450 francs le soir. Au total il paye 900 francs pour la journée rien que pour le transport. S'il s'agit d'un ouvrier ou d'un manoeuvre qui touche 2000 francs ou 1500 francs par jour, il ne lui reste presque rien pour se

nourrir et pour s'occuper de sa famille. On voit bien qu'il n'a pas d'autre choix que de marcher durant des kilomètres et c'est révoltant. Si après plus d'une dizaine heures de travail il doit encore passer le temps à marcher, cela lui fait 12 à 14 heures de temps hors de chez lui pour le travail.

Les transports en commun tout comme l'enseignement public et les hôpitaux sont délaissés par les gens qui nous gouvernent sous prétexte qu'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses. Mais l'Etat a su trouver des millions de francs lorsqu'il s'est agi de faire l'acquisition de 300 véhicules 4x4 flamboyants neufs pour les attribuer aux préfets et autres hauts fonctionnaires dans le cadre du « redéploiement administratif » dans les zones anciennement rebelles. Les forces armées font l'étalage régulièrement à la télé de nouveaux véhicules terrestres et aériens.

Alors en définitive, ce sont ces choix que les statistiques reflètent à leur façon

**ETATS-UNIS D'AFRIQUE,
OUI MAIS CE SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS !**

Le mois dernier, Kadhafi a fait une visite en Côte d'Ivoire en prélude au sommet de l'UA qui devait avoir lieu à Accra. Il comptait rallier Gbagbo à son idée de faire adopter le projet des Etats-Unis d'Afrique à ses pairs du continent.

Quand c'est Kadhafi qui défend une telle idée, ce ne peut être que de la démagogie. Il veut faire des Etats-Unis d'Afrique, alors qu'il y a quelque temps, c'est une vraie chasse aux sorcières que les travailleurs nigériens et autres avaient subi en Libye.

Kadhafi est bien content d'avoir son pré carré national qu'il peut diriger comme il veut.

Et c'est la même chose pour tous ces dirigeants africains. Un d'entre eux comme Kadhafi peut parler en démagogue des Etats-Unis d'Afrique, parce qu'il sait qu'il y a peu de chance que ce projet trouve écho chez les autres.

Il sait bien qu'ils sont tous accrochés à leurs pays respectifs même si ce sont des mini Etats. Ils ont de ce fait tout le loisir de rançonner la population.

Pourtant le morcellement de l'Afrique n'a pas de sens. C'est artificiellement qu'au Congrès de Berlin en 1885, les puissances impérialistes tels que la France, l'Angleterre, etc. se sont partagées l'Afrique sans tenir compte des peuples qui y vivaient. Partageant souvent entre plusieurs pays une même ethnie

Avec les indépendances, des leaders comme Houphouët Boigny se sont battus contre l'idée d'une fédération de pays africains, idée défendue déjà par Kwamé N'krumah. Houphouët avait même dit « *la Côte d'Ivoire ne sera pas la vache à lait de la sous-région* ». Or

depuis lors, le morcellement de l'Afrique a montré que ce n'est viable pour aucun pays. Ces économies non viables sont insérées dans un capitalisme déjà vieillissant qui ne donne plus de perspective de développement aux pays naguère colonisés.

L'unification ne suffirait pas à enrichir l'Afrique parce que celle-ci est aujourd'hui plongée dans un système capitaliste dont elle subit les conséquences. Mais cela pourrait ² capitalistes du pétrole, rivaux entre eux, entretiennent en Afrique entre divers Etats nationaux.

Autant les présidents et leurs clans ont beaucoup d'avantages dans la survivance de ces frontières dépassées, autant les travailleurs et les classes populaires n'ont aucun intérêt à cela. Les travailleurs ne gagnent rien à ces frontières qui les empêchent de se déplacer comme ils le voudraient.

Il faut qu'un jour, on ne se dise pas de tel ou tel pays mais simplement citoyen africain.

A l'heure actuelle les moyens de communication ultra modernes qui permettent d'avoir des nouvelles de n'importe quel partie de la planète en temps réel, où les marchandises ne connaissent aucune entrave pour circuler librement, il n'y a vraiment pas de raison que ce soit les hommes qui fassent les frais de ces découpages arbitraires.

Il ne faut pas qu'il existe de frontières en Afrique et encore moins des barbelés autour des pays africains. Nous voulons un monde débarrassé de toutes les frontières où chacun pourra librement circuler comme citoyen de planète.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.